

COMMUNICATION DU CANADA

Subventions et impôts au niveau sous-central

La communication ci-après est distribuée aux membres du Sous-Comité des services à la demande du Canada.

Canada - Liste d'engagements spécifiques

1. Conformément à la déclaration faite par le Président du GNS le 13 décembre 1993, le Canada présente les réserves ci-après concernant les mesures relatives aux subventions et impôts appliquées au niveau sous-central.
2. Pour plus de clarté, il est précisé que, en ce qui concerne les engagements au niveau des gouvernements et autorités sous-centraux, le traitement national désigne le traitement qui est appliqué dans leur ressort territorial.
3. Le Canada se réserve le droit d'apporter des modifications techniques à ces réserves afin de corriger d'éventuelles erreurs ou omissions.

CANADA - MESURES ADDITIONNELLES RELATIVES AUX SUBVENTIONS
ET IMPOTS APPLIQUEES AU NIVEAU SOUS-CENTRAL

Partie A - Mesures applicables à tous les secteurs énumérés dans la Partie B

3) Présence commerciale (Article XVII - Traitement national)

Québec

La Société de développement industriel applique un traitement différencié dans le cas des prêts aux entreprises qui ne sont pas sous contrôle québécois et n'ont pas leur siège au Québec.

Le Programme favorisant le regroupement et les alliances stratégiques ne vise que les regroupements ou les alliances stratégiques sous contrôle québécois.

Seules les entreprises sous contrôle canadien peuvent bénéficier des services de la Société de placement dans l'entreprise québécoise.

- 4) Mouvement des personnes physiques fournissant des services (Article XVII - Traitement national)

Québec

Seuls les résidents permanents peuvent bénéficier des Programmes du Ministère de l'industrie, du commerce, de la science et de la technologie pour a) l'emploi scientifique dans les entreprises et b) l'emploi stratégique.

Seuls les consultants résidant au Québec peuvent bénéficier du Programme d'aide du Ministère de l'industrie, du commerce, de la science et de la technologie à la réalisation d'études sur le développement stratégique des entreprises.

Partie B - Engagements sectoriels

7. Services financiers

- 7B Services bancaires et autres services financiers (CPC 81115 à 81119 + 813)
Article XVII - Traitement national

Sociétés de financement communautaire (Ontario): Tous les associés d'une société ("partnership") demandant une aide doivent résider au Canada.